

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par la présente section comprennent la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, de matériel, du transport et la supervision requise pour l'application ponctuelle d'herbicide sélectif et non sélectif à la base des Forces canadiennes Shilo, à Shilo (Manitoba), au fur et à mesure des besoins.

1.2 PERMIS

- .1 BFC Shilo fera la demande d'un permis provincial d'application de pesticide en vue de cette application.
- .2 L'Entrepreneur ne doit pas procéder avec l'application avant que le permis ne soit reçu et est lié par les restrictions placées par cette demande.

1.3 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- .1 L'Entrepreneur doit se conformer à la réglementation provinciale à la lutte au moyen de pesticides.
- .2 Sauf indication contraire de l'Ingénieur, l'Entrepreneur doit se conformer aux instructions du fabricant en ce qui concerne l'entreposage, le transport et l'application de l'herbicide.
- .3 L'Entrepreneur doit aviser l'Ingénieur par écrit de tout écart entre le devis et les instructions du fabricant. L'Ingénieur désignera le document à suivre.
- .4 L'Entrepreneur doit fournir et ériger des panneaux avertisseurs temporaires indiquant « Herbicide Spraying In Progress/Épandage d'herbicide en cours » à tous les endroits auxquels le public a accès.
- .5 Les herbicides ne doivent pas être appliqués dans des parcs, des terrains de jeux ou des terrains de sport pendant qu'ils sont occupés par le public.
- .6 L'application de l'herbicide dans les zones scolaires doit être effectuée après les heures normales de classe, une fois que les élèves ont quitté les lieux. Heure à préciser dans la commande subséquente.
- .7 Les épandeurs ne doivent pas entrer dans les restaurants, les casse-croustes, les centres

commerciaux, les cantines, ou tout autre bâtiment qui accueillent le public ou qui préparent des repas vêtus de leur combinaison d'épandeur.

- .8 L'Entrepreneur doit soumettre les fiches signalétiques (FS) à l'Ingénieur avant le commencement d'une commande subséquente.

1.4 PANNEAUX AVERTISSEURS EXTÉRIEURS

- .1 Des panneaux avertisseurs doivent être installés 24 heures avant l'épandage. Toutefois, dans certaines conditions météorologiques imprévues, il se peut qu'il faille amorcer les opérations de pulvérisation à court préavis; en pareilles circonstances, il peut être impossible de satisfaire à l'exigence d'un affichage vingt-quatre (24) heures avant l'application, mais il faut néanmoins afficher des panneaux avant l'application du pesticide.
- .2 Les panneaux doivent demeurer en place pendant au moins quarante-huit (48) heures après l'application, à moins qu'un délai de sécurité après traitement plus long ne soit précisé.
- .3 Les panneaux doivent être fabriqués en matériau résistant aux intempéries. Ils doivent mesurer au moins 500 mm de hauteur et 400 mm de largeur.
- .4 Le panneau doit contenir les mots suivants :

WARNING - PESTICIDES USED
ATTENTION - PESTICIDES UTILISÉ

- .5 Le panneau doit également contenir un pictogramme de mise en garde enjoignant au public de ne pas toucher les plantes et de ne pas marcher sur la surface traitée.
- .6 Le panneau doit également indiquer ce qui suit :
- .1 la date d'épandage;
 - .2 le nom du pesticide utilisé;
 - .3 le numéro d'enregistrement de produits antiparasitaires;
 - .4 le motif de l'épandage;
 - .5 un numéro de téléphone pour plus de renseignements.
 - .6 La date de levée de l'interdiction d'entrer.

1.5 MESURES DE PROTECTION CONTRE LES DÉVERSEMENTS

- .1 En cas de déversement d'herbicide, l'Entrepreneur doit avoir les matériaux adéquats pour nettoyer au moins 20 litres d'herbicide case of herbicide aux

sites de mélangeage et d'entreposage.

- .2 L'Entrepreneur doit immédiatement aviser l'Ingénieur verbalement d'un déversement d'herbicide et faire suivre un énoncé écrit dans les huit (8) heures qui suivent le déversement.

1.6 GARANTIE

- .1 Toutes les garanties doivent être comme prescrites par le fabricant. L'Entrepreneur doit soumettre une garantie à l'Ingénieur avant le début des travaux.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 MATÉRIAUX

- .1 Maîtrise de la végétation :
 - .1 2-4 D Amine.
 - .2 Round-up.
 - .3 Dycleer.
- .2 Les matériaux doivent être appliqué selon « The Guide to Chemical Weed Control », émis par Agriculture Manitoba et les spécifications écrites du fabricant. Soumettre à l'Ingénieur la fiche technique sur les taux recommandé par le fabricant avant leur utilisation.
- .3 Sauf indication contraire par l'Ingénieur, seuls les matériaux prescrits au paragraphe 2.1.1 peuvent être utilisés selon la présente offre de commande.

2.2 ÉPANDEUR

- .1 L'Entrepreneur doit épandre l'herbicide avec une assemblée montée sur un camion avec un bras de 2400 mm pas de buses groupées.
- .2 Le camion doit être équipé avec une lance d'arrosage avec un boyau d'au moins 15 m de longueur pour l'épandage de produits chimiques dans les aires inaccessibles avec le bras du camion.
- .3 Le matériel doit être équipé d'un manomètre visible en bon état fixé sur le tuyau du bras d'arrosage.
- .4 Les tracteurs de jardin et les pulvérisateurs ne doivent pas être utilisés conformément à la présente appel d'offre.
- .5 Le bras ou les buses doivent être équipés d'un dispositif de carénage pour réduire la dérive de pulvérisation. Ce dispositif doit être approuvé par écrit l'Ingénieur avant de commencer une commande

subséquente

- .6 Tout le matériel d'épandage non prescrit doit être approuvé par l'Ingénieur. L'Entrepreneur doit faire la démonstration du matériel en question à l'Ingénieur et doit présenter la fiche technique du matériel pour permettre à l'Ingénieur d'accéder facilement au matériel.

PART 3 - EXÉCUTION

3.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 L'Entrepreneur ne doit pas utiliser des pulvérisateurs à jet d'air ou à atomisation pneumatique pour épandre les herbicides.
- .2 L'Entrepreneur ne doit pas utiliser une pression de buse de plus de 310 kPa.
- .3 L'Entrepreneur ne doit pas arroser lorsque le vent souffle vers des cultures vulnérables, des brise-vent et des jardins.
- .4 L'Entrepreneur doit éviter d'arroser près de cultures vulnérables pendant des périodes de calme plat.
- .5 L'Entrepreneur ne doit pas utiliser des buses d'extrémité aux fins de pulvérisation.
- .6 L'Entrepreneur doit utiliser des buses qui produiront une pulvérisation uniforme, à faible dérive, et aux taux d'épandage recommandés/prescrits.

3.2 APPLICATION

- .1 L'épandage doit avoir lieu comme prescrit dans la commande subséquente émise par l'Ingénieur selon la croissance de la végétation.
- .2 L'Entrepreneur doit se conformer aux prescriptions écrites du fabricant relativement aux températures ambiantes pour l'épandage des herbicides.
- .3 L'Entrepreneur ne doit pas épandre de l'herbicide liquide pendant les chutes de pluie ou lorsque de la pluie est prévue dans les 8 heures ou lors de rosée abondante.
- .4 Les herbicides ne doivent pas être épandus dans les conditions météorologiques suivantes :

- .1 quand les vents dépassent 20 km/h.
- .2 quand les vents sont de moins de 3 km/h.
- .3 quand la température dépasse 32 °C.
- .5 L'épandeur doit porter de l'équipement de protection individuelle pour l'usage d'herbicide conformément aux dispositions des exigences provinciales.
- .6 Tous les produits chimiques doivent être épandus selon les taux indiqués pour les espèces cibles indiqués dans le « The Guide to Chemical Weed Control », émis par Agriculture Manitoba Agriculture. L'Entrepreneur doit aviser l'Ingénieur si ces taux divergent de ceux recommandés par l'Ingénieur et procéder après que l'Ingénieur ait donné son approbation.
- .7 Les épandeurs doivent suivre les recommandations d'arrosage comme prescrites dans le « Guide to Chemical Weed Control », émis par Agriculture Manitoba.
- .8 Les épandeurs doivent se conformer à toutes les restrictions indiquées sur le permis annuel d'utilisation de pesticides, émis par les autorités environnementales provinciales.

3.3 RAPPORTS D'APRÈS-SAISON

- .1 L'Entrepreneur doit fournir tous les renseignements en vue de remplir un rapport d'après saison sur l'épandage d'herbicide à la demande de l'Ingénieur.

3.4 DOMMAGES CAUSÉS
PAR LES DÉRIVE

- .1 Toutes les espèces jugées désirables par l'Ingénieur qui ont été endommagées ou tuées par une dérive d'herbicide doivent être remplacées par l'Entrepreneur à la pleine satisfaction de l'Ingénieur et à aucun frais pour le MDN.

3.5 ÉCHANTILLONS

- .1 L'Ingénieur doit, à tout moment, prélever un échantillon de liquide du réservoir d'épandage pour effectuer des essais payés par l'Ingénieur.

3.6 NETTOYAGE

- .1 L'ENTREPRENEUR NE DOIT PAS ÉLIMINER LES CONTENANTS D'HERBICIDE VIDE AU SITE D'ENFOUISSEMENT DE LA BASE DES FORCES CANADIENNES SHILO.

1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Les documents de l'offre à commandes de TPSGC doivent être lus de pair avec le présent devis.
- .2 Un contrat formel s'amorce pour les offres à commande lorsque le Bureau des contrats de la BFC Shilo émet un formulaire DSS 942 pour une portée des travaux prescrite. Ces instructions générales font partie du contrat à ce moment

2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par la présente offre à commande comprennent la fourniture de toute la main-d'œuvre et de tous les matériaux, transport, matériel et supervision nécessaires à l'application d'herbicide dans différentes zones de la Base des Forces canadiennes Shilo (Manitoba), au fur et à mesure des besoins.
- .2 Les travaux visés par la présente section comprennent, sans toutefois s'y limiter, les tâches suivantes :
 - .1 L'application d'herbicide aux étapes adéquates pour un désherbage maximal.
 - .2 Application de bandes de contrôle pour obtenir des résultats de contrôle comparés.
 - .3 L'application de l'herbicide Round-Up à la demande de l'Ingénieur (application conforme aux directives du fabricant).
 - .4 Fournir un plan du site codé par couleur indiquant les différentes zones d'application.
 - .5 Fournir un plan du site codé par couleur indiquant chaque phase d'application avant de quitter la BFC Shilo.
 - .6 Soumettre un rapport à l'Ingénieur avant de quitter la BFC Shilo, indiquant :
 - .1 taux d'application;
 - .2 la vitesse et la direction du vent;
 - .3 la température;
 - .4 la date de l'épandage;
 - .5 l'aire prescrite d'épandage;
 - .6 les commentaires/recommandations de l'Entrepreneur.

3 DÉFINITIONS

- .1 Le terme Ingénieur ou Chargé de projet fait référence à la personne chargée d'effectuer un suivi de l'avancement des travaux et de s'assurer que les travaux sont effectués conformément aux termes du contrat.
- .2 Cette personne doit être désignée au moment de la commande subséquente.

4 POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

- .1 Conformément à la « Politique environnementale Shilo » de la base des Forces canadiennes Shilo, l'entrepreneur doit proposer pour les matériaux

énumérés des produits « respectueux de l'environnement ». L'entrepreneur doit présenter, pour chacun desdits produits ayant fait l'objet d'une demande de l'ingénieur en ce sens, les fiches de données sur le produit et les fiches signalétiques de sécurité de produit. Tous les matériaux indiqués « écologiques » doivent être approuvés par le chef des services techniques avant d'être utilisés.

5 CODES ET NORMES

- .1 L'Entrepreneur doit se conformer au « Guide to Chemical Weed Control », Agriculture Manitoba, à toutes les exigences municipales et provinciales y compris l'obtention de tous les permis nécessaires pour effectuer les travaux de toute commande subséquente.
- .2 L'Entrepreneur doit soumettre une photocopie d'un permis provincial d'applicateur de pesticide avant de commencer toute application d'herbicide selon une commande subséquente si le permis de l'applicateur n'a pas déjà fourni à l'Ingénieur.
- .3 L'épandeur doit être un épandeur agréé et autorisé par la province du Manitoba.
- .4 L'Entrepreneur doit respecter les exigences des documents suivants :
 - .1 les documents contractuels, le présent devis ou les descriptions de la portée des travaux;
 - .2 les normes, les codes et les autres documents de référence prescrits.

6 POLITIQUE SUR LES PESTICIDES

- .1 La Directive environnementale émise toutes les organisations au sein du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces canadiennes (FC), ou sous l'autorité du MDN, responsable de l'utilisation de pesticide ne doit pas utiliser de pesticides pour l'entretien esthétique des pelouses en date du 31 mars 2003. Cela comprend la plantation et l'entretien de plantes à massif.
- .2 Définition
 - .1 Pesticide : Tout produit qui est enregistré et inscrit aux termes de la Loi sur les produits antiparasitaires (LPA) et de son règlement et qui est destiné à détruire ou à contrôler un parasite, ou à en prévenir l'apparition; cela comprend les pesticides, les fongicides, les herbicides et les régulateurs de croissance des plantes. La définition s'applique aussi à tout engrais contenant un produit antiparasitaire et répondant à la définition donnée dans la Loi sur les engrais (Canada).

- .2 Utilisation - toute méthode d'épandage de pesticide.
- .3 Utilisation esthétique - épandage de pesticide aux fins purement esthétiques.
- .4 entretien de pelouse - fait référence à l'entretien de gazon et d'arbustes extérieurs, de fleurs (plantes à massif) et autres plantes ornementales.

7 SUPERVISION
SUR PLACE

- .1 L'Entrepreneur doit désigner un superviseur compétent, et qualifié qui doit être sur le site en tout temps durant les travaux et être capable de donner suite aux instructions de l'Ingénieur.
- .2 Le superviseur doit être en mesure de parler au nom de l'Entrepreneur pour toute question courante et pouvoir agir en conséquence.

8 COMMENCEMENT DES
TRAVAUX

- .1 L'Entrepreneur ne doit pas commencer sans avoir reçu une commande subséquente et l'approbation de l'Ingénieur.
- .2 Les déplacements sur les lieux de travail et dans les environs immédiats sont assujettis aux restrictions propres à l'endroit en question et formulées par l'Ingénieur.

9 HEURES DE TRAVAIL

- .1 L'entrepreneur doit se conformer aux heures normales de travail (7 h 30 à 16 h) en vigueur sur le site pendant la durée de la commande subséquente.

10 MODIFICATIONS,
AJOUTS OU RÉPARATIONS
AU BÂTIMENT EXISTANT

- .1 L'Entrepreneur doit exécuter les travaux de façon à nuire le moins possible au public et à l'utilisation habituelle des lieux ou à entraîner le moins de difficultés possible pour ceux-ci. L'Entrepreneur doit prendre les dispositions avec l'Ingénieur pour faciliter l'exécution des travaux.

11 RESTRICTIONS
RELATIVES À
L'USAGE DU TABAC

- .1 Il est STRICTEMENT INTERDIT de fumer à l'intérieur des bâtiments de la base, et ce, en tout temps.
- .2 L'Entrepreneur doit respecter les règlements sur l'usage du tabac et les ordres permanents de la base sur le contrôle de l'usage du tabac autour ou dans le dépôt de munitions selon les directives du superviseur du dépôt de munitions.

12 AFFICHES
D'IDENTIFICATION
DE L'ENTREPRENEUR

- .1 Identification de l'Entrepreneur:
.1 L'Entrepreneur doit installer des panneaux d'identification affixés de façon permanente sur tout le matériel.
.2 Les affiches de l'Entrepreneur doivent être d'au moins 304 mm x 304 mm.

13 EXIGENCES EN
MATIÈRE DE SÉCURITÉ

- .1 L'Entrepreneur doit observer les mesures de sécurité sur les chantiers prescrites par la Loi sur la santé et l'hygiène du travail (Règlement sur la santé et la sécurité au travail, R.M. 217/2006, 2006), la Commission des accidents du travail et les autorités municipales; en cas de divergence entre les exigences des divers documents, les exigences les plus strictes s'appliquent..
- .2 L'Entrepreneur doit connaître, et reconnaître, la juridiction en matière de santé et de sécurité dans laquelle il travaille.. L'Entrepreneur accepte de se conformer aux instruments réglementaires provinciaux et fédéraux, comme il convient, et de s'assurer qu'il en est de même pour tous les sous-traitants.
- .3 L'Entrepreneur est chargé de tous les sous-traitants en ce qui a trait à tous les enjeux liés à la sécurité et la santé, et est considéré comme « coordonnateur » du chantier pour faciliter la coordination entre l'employeur et l'Entrepreneur.
- .4 Avant de commencer tous travaux, l'Entrepreneur doit fournir la preuve à l'Ingénieur que ses employés, ses sous-traitants et lui-même sont protégés par la Commission des accidents du travail.
- .5 Il est interdit d'utiliser le matériel, les appareils, les outils, les machines et les équipements de protection individuelle (EPI) dont le MND est propriétaire.
- .6 SIMDUT et FS
.1 L'Entrepreneur doit se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relatives à l'utilisation, à la manipulation, à l'entreposage et à l'élimination des matières dangereuses, ainsi qu'à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques (FS) acceptables par Travail Canada et Santé Canada.
.2 L'Entrepreneur doit remettre à l'Ingénieur des copies des fiches signalétiques du SIMDUT à la livraison des matériaux.
- .7 Barrières

- .1 L'Entrepreneur doit ériger des barrière autour du chantier selon les directives de l'Ingénieur.
- .8 Retard en raison d'infractions aux règlements sur la santé et la sécurité.
- .1 L'Entrepreneur doit inclure toutes les dispositions de la COC dans toutes les ententes qu'il signe avec des sous-traitants également responsables d'effectuer le travail de manière sécuritaire.
- .2 Si l'Entrepreneur est responsable d'un retard en raison d'une infraction aux exigences de la réglementation sur la santé et la sécurité, il devra, sans frais additionnels pour le MDN, effectuer les heures supplémentaires et acheter et exploiter le matériel ou les matériaux qui sont nécessaires, selon l'Ingénieur, pour éviter des retards dans l'achèvement final des travaux ou dans les opérations connexes.
- 14 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ-INCENDIE
- .1 L'Entrepreneur doit débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives.
- .2 Entreposage
- .1 L'Entrepreneur doit entreposer les déchets dans des contenants conçus à cette fin afin de maintenir un niveau maximal de propreté et de sécurité.
- 2 L'Entrepreneur doit déposer les matériaux susceptibles de combustion spontanée dans des récipients approuvés.
- .3 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (édition en vigueur).
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments.
- .5 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .6 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C (naphte ou essence, par exemple).
- .7 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants

approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'évacuation de ces produits au Service d'incendie.

- .8 Tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé doivent être exécutés conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .9 Corriger immédiatement toute situation comportant un risque d'incendie et jugée dangereuse par le chef du Service d'incendie.

15 PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

- .1 Prévention de la pollution
 - .1 L'Entrepreneur doit limiter les émissions provenant du matériel conformément aux exigences des autorités locales.
- .2 Matériel
 - .1 Le matériel qui sera utilisé dans le cadre de l'exécution des travaux doit être entretenu de manière à ne pas nuire à l'environnement et à respecter la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE). Le matériel qui contrevient aux règlements doit être enlevé du site jusqu'à ce qu'il respecte les exigences susmentionnées.
- .3 Transport et manutention
 - .1 Toutes les substances dangereuses (toutes les substances toxiques ou qui peuvent être inflammables, corrosives, réactives ou toxiques) doivent être entreposées et manutentionnées de manière à ne pas poser de danger pour la vie humaine et à ne pas polluer l'environnement.
 - .2 Toutes les substances dangereuses entreposées à l'extérieur devront être confinées à l'intérieur d'un dispositif de confinement secondaire pouvant contenir jusqu'à 1,5 fois la quantité contenue dans le récipient le plus important ou sur ce dispositif. Les sites d'entreposage doivent être regroupés dans la mesure du possible afin de réduire le nombre de sites dangereux.
 - .3 Lorsque des substances dangereuses sont entreposées à l'intérieur d'un bâtiment en quantités qui ne peuvent pas être confinées de manière sécuritaire, en raison de la structure du bâtiment en cas de fuite, l'Ingénieur peut demander que les substances soient entreposées dans des dispositifs de confinement secondaires ou sur ces derniers ayant la capacité de contenir 1.5 fois le volume total entreposé dans ces dispositifs ou sur ces derniers.

- .4 Nettoyage
 - .1 Les fuites ou les déversements de substances dangereuses à l'intérieur ou à l'extérieur, peu importe leur quantité, doivent être arrêtés et nettoyés immédiatement et on doit empêcher qu'ils touchent aux réseaux d'égouts sanitaires ou pluviaux ou qu'ils contaminent le sol ou l'eau.
 - .2 Toutes les substances déversées et les matériaux contaminés par le déversement devront être déposés dans un récipient étanche ou dans un emballage double afin d'être éliminés des terrains du MDN. L'élimination doit être effectuée de manière acceptable selon l'autorité compétente locale en matière d'élimination de substances de ce genre. L'Entrepreneur doit fournir un manifeste à l'Ingénieur, une fois l'élimination terminée
- .5 Signalement
 - .1 TOUS les rejets de substances dangereuses dans l'environnement (par exemple dans le sol, l'eau, les canalisations, les réseaux d'égouts, les fossés, les routes, les aires de stationnement, etc.) doivent être signalés à l'Ingénieur dans les plus brefs délais.
- .6 Inspection
 - .1 En vertu des exigences environnementales locales, provinciales et fédérales, le chantier peut faire l'objet d'une inspection de temps à autre.
 - .2 Tout déversement signalé, est sujet à une inspection par l'Agent de l'environnement de la Base et par l'Ingénieur afin de confirmer que le nettoyage et l'élimination ont été effectués de manière satisfaisante.

16 FICHES TECHNIQUES
ET ÉCHANTILLONS

- .1 Cette section précise les exigences et procédures générales concernant la présentation des données et des échantillons de produit par l'entrepreneur au chef des services techniques aux fins d'examen..
- .2 La présente section présente les exigences générales et procédures visant la soumission de dessins d'atelier, de fiches techniques et d'échantillons à l'Ingénieur.
- .3 L'Entrepreneur doit aviser l'Ingénieur par écrit, au moment du dépôt des documents et des échantillons, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels, et en exposer les motifs.
- .4 Fiches techniques : feuilles de catalogue des fabricants servant à illustrer les produits fabriqués standard.

- .1 L'Entrepreneur doit soumettre deux (2) copies des fiches techniques.
- .2 L'Entrepreneur doit supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux présents travaux.
- .3 En sus des renseignements courants, l'Entrepreneur doit fournir tous les détails supplémentaires qui s'appliquent aux travaux.
- .4 L'Entrepreneur doit indiquer des renvois entre l'information des fiches techniques et les parties pertinentes du devis.

- .5 Échantillons de produits : exemples de matériaux, de matériel, de qualité, de finis ou de mode d'exécution.

.1 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence en comparaison de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées..

17 NETTOYAGE

- .1 Une fois les travaux terminés, l'Entrepreneur doit enlever du chantier tous les surplus de matériaux, les installations, les outils, le matériel et les déchets.

18 MESURES DE PROTECTION INDIVIDUELLE

- .1 Des masques respiratoires à cartouche doivent être utilisés durant le mélange et l'épandage de tous les herbicides. De la poussière n'est pas acceptable selon l'offre à commande. Les procédures de sécurités pour les masques respiratoires doivent celles prescrites dans le « Guide to Chemical Weed Control », émis par Agriculture Manitoba.
- .2 Des chaussures non absorbantes (p. ex. les bottes en caoutchouc) doivent être portées durant les procédures de mélange et d'épandage.
- .3 Des vêtements, des gants et un chapeau non absorbants et résistants aux produits chimiques doivent être portés durant les procédures de mélange et d'épandage.